



Communiqué

CAE publie ses résultats du premier trimestre de l'exercice 2023

- Produits des activités ordinaires de 933,3 millions \$, par rapport à 752,7 millions \$ pour l'exercice précédent
- Résultat par action (RPA) de 0,01 \$, par rapport à 0,16 \$ pour l'exercice précédent
- RPA ajusté⁽¹⁾ de 0,06 \$ par rapport à 0,19 \$ (0,15 \$, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19⁽²⁾) pour l'exercice précédent
- Résultat opérationnel de 39,4 millions \$, comparativement à 86,2 millions \$ pour l'exercice précédent
- Résultat opérationnel sectoriel ajusté⁽³⁾ de 60,9 millions \$, par rapport à 98,4 millions \$ (84,8 millions \$, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19⁽⁴⁾) pour l'exercice précédent
- Prises de commandes⁽⁵⁾ de 1 049,1 millions \$, carnet de commandes⁽⁵⁾ record de 10,0 milliards \$ et ratio valeur comptable des commandes/ventes⁽⁵⁾ de 1,12
- Comptabilisation d'ajustements défavorables de la marge sur contrat de 28,9 millions \$ (hors trésorerie) à l'égard de contrats du secteur Défense aux États-Unis
- Perspectives de croissance annuelle du résultat opérationnel sectoriel consolidé ramenées à environ 25 % (par rapport à environ 35 %); perspectives en matière de taux de croissance composé du RPA sur trois ans (de l'EX23 à l'EX25) maintenu à environ 25 %

Montréal (Canada), le 10 août 2022 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) – CAE annonce aujourd'hui des produits des activités ordinaires de 933,3 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2023, comparativement à 752,7 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres s'est établi à 1,7 million \$ (0,01 \$ par action) pour le premier trimestre, comparativement à 46,4 millions \$ (0,16 \$ par action) pour l'exercice précédent. Pour le premier trimestre de l'exercice 2023, le résultat net ajusté⁽⁶⁾ a totalisé 17,6 millions \$ (0,06 \$ par action), par rapport à 55,6 millions \$ (0,19 \$ par action) pour l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel du trimestre s'est établi à 39,4 millions \$ (4,2 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 86,2 millions \$ (11,5 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est fixé à 60,9 millions \$ (6,5 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre, comparativement à 98,4 millions \$ (13,1 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, dont nous ne nous sommes pas prévalus depuis le premier trimestre de l'exercice 2022, a également totalisé 60,9 millions \$ (6,5 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 84,8 millions \$ (11,3 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté du trimestre tient compte d'ajustements défavorables de la marge sur contrat de 28,9 millions \$ dans le secteur Défense, visant deux programmes aux États-Unis. Toute l'information financière est en dollars canadiens, sauf indication contraire.

Sommaire des résultats consolidés <i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T1-2023	T1-2022	Variation en %
Produits des activités ordinaires	933,3 \$	752,7 \$	24 %
Résultat opérationnel	39,4 \$	86,2 \$	(54) %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	60,9 \$	98,4 \$	(38) %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	6,5 %	13,1 %	
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	60,9 \$	84,8 \$	(28) %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	6,5 %	11,3 %	
Résultat net	3,7 \$	47,3 \$	(92) %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1,7 \$	46,4 \$	(96) %
Résultat de base et dilué par action (RPA)	0,01 \$	0,16 \$	(94) %
Résultat net ajusté	17,6 \$	55,6 \$	(68) %
RPA ajusté	0,06 \$	0,19 \$	(68) %
Résultat net ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 ⁽⁷⁾	17,6 \$	45,6 \$	(61) %
RPA ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	0,06 \$	0,15 \$	(60) %
Prises de commandes	1 049,1 \$	521,5 \$	101 %
Carnet de commandes total	10 025,6 \$	7 934,1 \$	26 %

« Nos résultats ont été mitigés au premier trimestre, le secteur Civil ayant enregistré des résultats conformes à notre vision d'une forte croissance annuelle, tandis que ceux du secteur Défense ayant été bien en deçà de nos attentes, en raison de charges distinctes liées aux programmes et d'obstacles à court terme au tout début de ce parcours de croissance qui s'échelonnent sur plusieurs années », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. En dépit d'un contexte mondial difficile, nous avons obtenu des commandes d'une valeur totale de plus de 1 milliard \$, ce qui se traduit par un carnet de commandes record de 10 milliards \$ et un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,12. Dans le secteur Civil, nous avons obtenu des commandes d'une valeur de 522 millions \$, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,09, y compris des accords de formation à long terme avec des compagnies aériennes et des exploitants d'avions d'affaires, de même que la vente de 11 simulateurs de vol. Dans le secteur Défense, nous avons obtenu des commandes de solutions d'entraînement et de soutien aux missions d'une valeur de 488 millions \$, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,18. Enfin, dans le secteur Santé, nous avons à nouveau enregistré une croissance à deux chiffres des revenus grâce à nos solutions innovatrices et à notre équipe chevronnée. »

À propos des perspectives révisées de CAE, Marc Parent a ajouté : « Nous avons revu à la baisse nos prévisions pour l'exercice en cours. En effet, nous prévoyons maintenant une croissance du résultat opérationnel sectoriel ajusté consolidé de l'ordre d'environ 25 %, afin de tenir compte des charges liées à deux programmes aux États-Unis déjà engagées dans le secteur Défense et de refléter les obstacles plus importants que nous connaissons actuellement dans l'ensemble du secteur, à savoir les pressions sur la chaîne d'approvisionnement, les pénuries de main-d'œuvre et le ralentissement des contrats de défense. Nous avons précédemment indiqué que nous nous attendions à de meilleurs résultats au second semestre de l'exercice dans le secteur Défense, alors que nous gérons les effets d'une période prolongée de ratios valeur comptable des commandes/ventes inférieurs à 1,0 et que nous commençons à augmenter les nouvelles commandes au second semestre. Les obstacles supplémentaires qu'a connus le secteur Défense, lesquels devraient s'atténuer progressivement au cours de l'exercice, ont amplifié cette situation. Dans notre secteur Civil, nous prévoyons la poursuite d'une forte croissance, en grande partie grâce à la reprise cyclique en cours dans le secteur de l'aviation et à la demande élevée de formation des pilotes d'avions commerciaux et d'avions d'affaires, comme en témoignent l'augmentation des ventes de simulateurs et les accords exclusifs de formation à long terme que nous avons conclus au cours des derniers trimestres avec pratiquement toutes les grandes compagnies aériennes en Amérique. Selon moi, notre succès dans cette région donne une bonne idée de ce qu'une reprise plus large du marché mondial réserve à CAE, et nous sommes prêts à continuer d'accroître notre part de marché grâce à un plus grand nombre d'occasions de formation dans le secteur Civil. Dans l'ensemble, les prises de commandes de CAE demeurent un indicateur clé de nos progrès sur la voie de la transformation en une entreprise plus grande, plus résiliente et plus rentable. Nous avons grandement amélioré notre position et élargi notre marché potentiel au cours des dernières années, et j'ai entièrement confiance en la capacité de notre équipe à poursuivre sur cette belle lancée au niveau des prises de commandes et à générer une croissance et des profits supérieurs et durables à long terme. De manière générale, les tendances sous-jacentes de notre progression pluriannuelle sont intactes, et ma conviction dans les perspectives de croissance à long terme de CAE est inébranlable. Nous continuons de viser un taux de croissance composé du RPA sur trois ans de l'ordre de 25 %. »

Aviation civile (Civil)

Au premier trimestre, le secteur Civil a enregistré des produits des activités ordinaires de 480,4 millions \$, par rapport à 432,9 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 75,4 millions \$, comparativement à 59,0 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est fixé à 86,6 millions \$ (18,0 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 69,7 millions \$ (16,1 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, dont nous ne nous sommes pas prévalus au cours du trimestre, a également totalisé 86,6 millions \$ (18,0 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 64,5 millions \$ (14,9 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours du trimestre, le secteur Civil a livré 10 simulateurs de vol (FFS)⁽⁸⁾ à des clients, et le taux d'utilisation⁽⁹⁾ de ses centres de formation s'est établi à 71 %.

Le secteur Civil a obtenu ce trimestre des contrats de solutions de formation d'une valeur de 521,5 millions \$, notamment pour la vente de 11 FFS. Parmi les contrats de formation importants, notons plusieurs ententes exclusives de formation en Amérique, qui viennent s'ajouter aux ententes exclusives de formation que le secteur Civil détient maintenant avec la majorité des grandes compagnies aériennes dans la région. Nous avons notamment conclu la prolongation pour une durée de trois ans d'une entente exclusive de formation à long terme dans le domaine de l'aviation commerciale avec Mesa Airlines, une entente exclusive de formation d'une durée de cinq ans avec United Airlines, une entente exclusive de formation d'une durée de cinq ans avec JetBlue, ainsi qu'une entente exclusive de formation d'une durée de dix ans avec une autre importante compagnie aérienne nord-américaine. Au Royaume-Uni, le secteur Civil a également élargi l'entente exclusive de formation d'une durée de 12 ans dans le domaine de l'aviation commerciale déjà conclue avec Virgin Atlantic pour englober la plateforme Boeing 787, et cette entente couvre maintenant la totalité des plateformes d'aéronefs de Virgin Atlantic. Dans le domaine de l'aviation d'affaires, le secteur Civil a conclu une entente de formation d'une durée de trois ans avec

Tag Aviation Holdings et une entente de formation d'une durée de trois ans avec l'agence de soutien et d'approvisionnement de l'OTAN.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,09 pour le trimestre et à 1,32 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes du secteur Civil totalisait 5,0 milliards \$ à la fin du trimestre.

Sommaire des résultats – Aviation civile <i>(en millions, sauf les unités NES et les FFS)</i>	T1-2023	T1-2022	Variation en %
Produits des activités ordinaires	480,4 \$	432,9 \$	11 %
Résultat opérationnel	75,4 \$	59,0 \$	28 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	86,6 \$	69,7 \$	24 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	18,0 %	16,1 %	
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	86,6 \$	64,5 \$	34 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	18,0 %	14,9 %	
Prises de commandes	521,5 \$	338,1 \$	54 %
Carnet de commandes total	4 993,2 \$	4 200,4 \$	19 %
Unités NES ⁽¹⁰⁾	250	243	3 %
FFS dans le réseau de CAE ⁽⁸⁾	318	319	— %
FFS livrés	10	11	(9) %
Taux d'utilisation	71 %	56 %	27 %

Défense et sécurité (Défense)

Au premier trimestre, le secteur Défense a enregistré des produits des activités ordinaires de 413,3 millions \$, en hausse de 43 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel correspond à une perte de 30,3 millions \$, comparativement à un bénéfice de 22,6 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond à une perte de 21,2 millions \$, comparativement à un bénéfice de 23,7 millions \$ (8,2 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, dont nous ne nous sommes pas prévalus au cours du trimestre, correspond également à une perte de 21,2 millions \$, par rapport à un bénéfice de 15,7 millions \$ (5,4 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La baisse par rapport au premier trimestre de l'exercice 2022 s'explique en grande partie par les ajustements défavorables de la marge sur contrat, qui ont totalisé 28,9 millions \$ à l'égard d'un programme classifié existant de L3H MT aux États-Unis et d'un programme d'entraînement existant de CAE USA. Cela fait suite à la réévaluation des estimations de coûts, due en partie à des retards et au respect des exigences des clients en matière de portée et de calendrier, ainsi qu'à un changement dans les attentes concernant l'accroissement des exigences des programmes, à la suite de récentes discussions avec les clients. D'autres difficultés rencontrées au cours du trimestre sont imputables à des pénuries de main-d'œuvre, à des pressions sur la chaîne d'approvisionnement, à des attributions de commandes plus lentes que prévu et à des coûts de soumission et de proposition plus élevés associés à un bassin plus important d'occasions pour le secteur Défense.

Le secteur Défense a obtenu des commandes d'une valeur de 488,0 millions \$, y compris la poursuite du succès enregistré l'an dernier en ce qui a trait à l'obtention de contrats dans les cinq domaines. Dans le domaine aérien, notre coentreprise avec Leonardo Helicopter a conclu un contrat avec le ministère de la Défense des Pays-Bas pour fournir un système d'entraînement en appui au Joint NH90 Training Program. Dans le domaine terrestre, l'équipe interfonctionnelle de l'environnement d'entraînement synthétique de l'armée américaine (STE CFT) a accordé à CAE un bon de commande pour développer un prototype d'entraîneur virtuel du soldat (SVT), solution permettant d'offrir des capacités immersives favorisant l'entraînement dirigé par le soldat à l'endroit souhaité. Dans le domaine maritime, en partenariat avec Lockheed Martin, nous avons obtenu un contrat pour le soutien à la conception des frégates de prochaine génération, soit les navires de combat canadien (NCC) de la Marine royale canadienne. Dans le secteur spatial, nous avons remporté un contrat portant sur un prototype du bureau d'évaluation des technologies et des simulations de la Direction des véhicules spatiaux du laboratoire de recherche de l'armée de l'air (AFRL). Le prototype s'inscrit dans le cadre d'une initiative en collaboration avec STAR-FISH (Space Technology Advanced Research – Fast-tracking Innovative Software and Hardware). Enfin, dans le domaine cyber, en tant que membre d'une équipe plus importante, nous avons obtenu une position sur le contrat ID/IQ Agile Cyber Technology (ACT 3) d'environ 1 milliard \$.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 1,18 pour le trimestre et à 1,31 pour les 12 derniers mois (excluant les options de contrat). Le carnet de commandes du secteur Défense, y compris les options et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à 5,0 milliards \$ à la fin du trimestre. Le bassin d'occasions d'affaires du secteur Défense demeure solide, des soumissions et propositions d'une valeur de quelque 9,0 milliards \$ étant en attente de la décision des clients.

Sommaire des résultats – Défense et sécurité <i>(montants en millions)</i>	T1-2023	T1-2022	Variation en %
Produits des activités ordinaires	413,3 \$	288,2 \$	43 %
Résultat opérationnel	(30,3) \$	22,6 \$	(234) %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	(21,2) \$	23,7 \$	(189) %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	— %	8,2 %	
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	(21,2) \$	15,7 \$	(235) %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	— %	5,4 %	
Prises de commandes	488,0 \$	151,8 \$	221 %
Carnet de commandes total	5 032,4 \$	3 733,7 \$	35 %

Santé

Au premier trimestre, le secteur Santé a enregistré des produits des activités ordinaires de 39,6 millions \$, par rapport à 31,6 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel correspond à une perte de 5,7 millions \$, comparativement à un bénéfice de 4,6 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond à une perte de 4,5 millions \$, comparativement à un bénéfice de 5,0 millions \$ (15,8 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, dont nous ne nous sommes pas prévalus au cours du trimestre, correspond également à une perte de 4,5 millions \$, par rapport à un bénéfice de 4,6 millions \$ (14,6 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le secteur Santé a de nouveau enregistré une croissance de ses produits des activités ordinaires trimestriels par rapport à l'exercice précédent. La diminution du résultat opérationnel sectoriel ajusté par rapport au premier trimestre de l'exercice 2022 est principalement due à la hausse du montant net des frais de recherche et développement et à celle des investissements dans les frais de vente, généraux et d'administration pour soutenir la croissance.

Le secteur Santé a étendu sa relation avec le Mayo Clinic College of Medicine and Science, grâce à la finalisation d'un important partenariat visant sa solution de gestion de centres LearningSpace pour son centre de simulation à Rochester, au Minnesota. Le secteur Santé a également accru sa présence et sa visibilité aux États-Unis, en partie grâce aux efforts soutenus par le financement aux termes de la loi intitulée *CARES Act* et le système hospitalier Mon Health, afin de répondre à la demande accrue de personnel infirmier en Virginie-Occidentale grâce à la mise en place de trois unités de formation mobiles.

Au cours du trimestre, la direction par intérim du secteur Santé a été confiée à Jeff Evans, qui dirigeait auparavant l'organisation des ventes du secteur et a joué un rôle déterminant dans la période prolongée de croissance à deux chiffres des produits des activités ordinaires trimestriels du secteur Santé.

Sommaire des résultats – Santé <i>(montants en millions)</i>	T1-2023	T1-2022	<i>Variation en %</i>
Produits des activités ordinaires	39,6 \$	31,6 \$	25 %
Résultat opérationnel	(5,7) \$	4,6 \$	(224) %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	(4,5) \$	5,0 \$	(190) %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	— %	15,8 %	
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	(4,5) \$	4,6 \$	(198) %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	— %	14,6 %	

Autres points saillants financiers

CAE a engagé des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 21,5 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2023, dont un montant de 16 millions \$ au titre des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre.

Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont établis à 162,6 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 129,1 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles⁽¹¹⁾ correspondent à un montant négatif de 182,4 millions \$ pour le trimestre, comparativement à un montant négatif de 147,6 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. La baisse est principalement attribuable à la diminution de la trésorerie provenant des activités opérationnelles, neutralisée en partie par la diminution de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie. Habituellement, les investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie sont plus élevés au premier semestre de l'exercice et une partie de ces investissements est reprise au second semestre.

Le recouvrement d'impôt sur le résultat s'est établi à 0,5 million \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif négatif de 16 %, par rapport à un taux d'imposition effectif positif de 18 % au premier trimestre de l'exercice précédent. Le taux d'imposition a été touché par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, sans lesquels le taux d'imposition utilisé pour calculer le résultat net ajusté et le RPA ajusté se serait établi à 21 % pour le trimestre considéré et à 19 % pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Sur cette base, l'augmentation du taux d'imposition s'explique en grande partie par l'incidence favorable sur certains actifs d'impôt pour l'exercice précédent, neutralisée en partie par un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance⁽¹²⁾ ont totalisé 73,9 millions \$ pour le trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette⁽¹³⁾ était de 3 025,9 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté⁽¹⁴⁾ était de 4,15. À la fin du trimestre précédent, la dette nette était de 2 700,1 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté était de 3,58. Le total des liquidités disponibles de CAE au 30 juin 2022 était d'environ 1,4 milliard \$.

Le rendement du capital utilisé (RCU)⁽¹⁵⁾ ajusté s'est établi à 5,2 % pour le trimestre, comparativement à 6,2 % au trimestre précédent et à 6,7 % au premier trimestre de l'exercice précédent. Le RCU ajusté, abstraction faite des

programmes d'aide gouvernementale COVID-19, s'est établi à 5,2 % pour le trimestre, comparativement à 6,1 % pour le trimestre précédent et à 5,3 % pour le premier trimestre de l'exercice précédent.

Perspectives de la direction

Depuis 2020, CAE exécute une stratégie de croissance qui, à son avis, lui permettra de sortir de la pandémie avec une entreprise plus grande, plus résiliente et plus rentable que jamais. Plus précisément, en guise de point de repère sur le chemin de la reprise cyclique et par la suite, la Société vise une marge opérationnelle sectorielle ajustée consolidée d'environ 17 % d'ici à ce que ses marchés se soient généralement ressaisis, ainsi qu'une progression constante par la suite. Elle prévoit atteindre ce niveau de rentabilité grâce à une base d'activités beaucoup plus importante et à une structure de capital postpandémique qui lui permettra de conserver une grande marge de manœuvre pour investir davantage dans son avenir. La Société vise un taux de croissance composé du RPA sur trois ans (de l'EX23 à l'EX25) de l'ordre de 25 %.

Les obstacles actuels comprennent la pandémie mondiale continue, les tensions géopolitiques et la guerre en Ukraine, la pire inflation depuis des décennies, un ralentissement de la croissance économique mondiale et des pénuries aiguës au niveau de la chaîne d'approvisionnement et de la main-d'œuvre, chacun de ces facteurs pouvant influencer sur le moment exact et le rythme de reprise du marché. En dépit de la volatilité supplémentaire introduite par ces facteurs et des obstacles plus intenses à court terme pour le secteur Défense, la direction maintient une vision très positive de son potentiel de croissance sur plusieurs années.

Les tendances à long terme attendues sont extrêmement favorables pour les trois secteurs d'activité principaux de la Société. La volonté accrue des compagnies aériennes de confier à CAE leurs activités de formation et de soutien opérationnel numérique cruciales ainsi que leurs besoins en gestion des équipages, l'accroissement de la demande prévue de pilotes et la forte croissance de la demande de voyages en jets d'affaires sont des éléments positifs durables pour le secteur Civil. L'évolution des priorités de défense nationale vers un accent accru sur les menaces provenant d'adversaires de force comparable et la reconnaissance de la hausse marquée du besoin de solutions numériques et synthétiques immersives sont autant de facteurs qui sont favorables au secteur Défense. Le secteur Santé, quant à lui, est prêt à saisir les occasions découlant de la pénurie aiguë de personnel infirmier et de la hausse de la demande pour des solutions de sécurité publique.

La Société est d'avis que la demande de déplacements aériens est considérablement comprimée et que la reprise du secteur Civil aux niveaux d'avant la pandémie ou à des niveaux plus élevés devrait demeurer essentiellement tributaire de l'assouplissement des restrictions de voyage. Les excellents résultats en formation du secteur Civil en Amérique et le nombre élevé de commandes de FFS donnent un bon aperçu de ce à quoi pourrait ressembler une reprise mondiale plus importante. Pour l'exercice 2023, en plus de continuer à accroître sa part du marché de la formation aéronautique et de renforcer sa position dans le domaine des services de vol numériques, le secteur Civil prévoit conserver sa part prédominante du marché des ventes de FFS et livrer plus de 40 FFS à des clients du monde entier, une plus grande proportion d'unités devant être livrées au cours du second semestre de l'exercice.

Le secteur Défense de CAE est également en passe de devenir plus important et plus rentable, objectif que vise la Société depuis plusieurs années. Le secteur Défense est étroitement lié aux priorités de ses clients qui visent à défendre la liberté face à des menaces provenant d'adversaires de force comparable. Au cours des deux dernières années, le secteur Défense s'est taillé une place en tant que plus importante entreprise mondiale de formation et de simulation, peu importe la plateforme, dans le marché de la défense. Cela devrait accroître le potentiel d'obtention de nouvelles occasions d'affaires dans le monde, accéléré par l'acquisition de L3H MT et par la capacité et la clientèle élargies de l'entité combinée. Le ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,31 pour les 12 derniers mois en est la preuve. Les événements géopolitiques actuels ont galvanisé les priorités de la défense nationale aux États-Unis et dans l'ensemble des pays de l'OTAN, et la direction s'attend à ce que l'augmentation des dépenses et la priorité spécifique accordée à l'état de préparation de la défense se traduisent par des occasions supplémentaires pour CAE dans les années à venir. Le secteur Défense devrait continuer à enregistrer des progrès constants au niveau de l'intégration de l'acquisition de L3H MT à l'exercice 2023, et elle prévoit réaliser les synergies de coûts attendues de l'ordre de 35 à 45 millions \$ d'ici l'exercice 2024.

À court terme, le secteur Défense devra reprendre les retards causés par une période prolongée de ratios valeur comptable des commandes/ventes annuels inférieurs à 1,0. Le secteur Défense prévoit également que les difficultés liées à la chaîne d'approvisionnement et à la main-d'œuvre du premier trimestre se poursuivront au cours des trimestres suivants et que ces répercussions seront largement atténuées d'ici la fin de l'exercice, avec des progrès chaque trimestre. Les pénuries de main-d'œuvre nuisent à l'exécution et à la rentabilité des programmes à prix fixe du secteur Défense et à sa capacité à générer des produits sur les contrats à prix coûtant majoré. Les pressions de la chaîne d'approvisionnement posent des défis supplémentaires en raison des coûts plus élevés, des retards d'exécution et des inefficacités connexes. Au fur et à mesure que l'exercice avance, le secteur Défense s'attend à être en mesure de compenser partiellement ces répercussions par les initiatives internes de réduction des coûts et d'efficacité en cours. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a galvanisé la détermination de l'OTAN et des pays alliés à augmenter les dépenses de défense; toutefois, la priorité immédiate accordée aux besoins opérationnels contribue aux retards dans l'attribution des contrats portant sur des programmes d'entraînement à court terme. CAE continue de s'attendre à une croissance supérieure dans le secteur Défense pour plusieurs années, grâce à l'atteinte progressive de synergies liées à l'intégration de L3H MT et à la conversion en revenus des prises de commandes et des soumissions.

À long terme, le secteur Santé pourrait devenir une activité plus importante et rentable pour CAE à mesure qu'il accroît sa part du marché de la simulation et de la formation en soins de santé et poursuit sa croissance dans les deux chiffres de ses produits des activités ordinaires.

Pour l'exercice 2023 en cours, CAE prévoit désormais une croissance du résultat opérationnel sectoriel ajusté consolidé de l'ordre de 25 % (comparativement à 35 % précédemment), avec une pondération plus importante au second semestre.

Les dépenses totales d'investissement en immobilisations devraient être d'environ 250 millions \$ pour l'exercice 2023, principalement afin de soutenir les occasions de croissance durables et rentables. Habituellement, les investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie sont plus élevés au premier semestre de l'exercice et, à l'instar des exercices précédents, la direction prévoit qu'une partie de ces investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie seront repris au second semestre. La Société continue de viser une conversion de 100 % du résultat net ajusté en flux de trésorerie disponibles pour l'exercice. Parallèlement à sa recherche constante d'occasions de croissance intéressantes, CAE prévoit que son ratio dette nette sur le BAIIA ajusté diminuera pour devenir inférieur à 3,0 au cours des 15 prochains mois. Selon CAE, son taux d'imposition effectif sera porté à environ 22 %, reflétant certains des changements récents apportés aux régimes fiscaux mondiaux.

Les perspectives de la direction pour l'exercice 2023 et les objectifs et attentes ci-dessus constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables et sont fondés sur un certain nombre d'hypothèses, notamment en ce qui concerne les conditions de marché en vigueur, les facteurs macroéconomiques et géopolitiques, les chaînes d'approvisionnement et les marchés du travail, ainsi que le calendrier et le degré d'assouplissement des restrictions de mobilité mondiales liées à la COVID-19. Le transport aérien est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la reprise dans son principal marché de l'aviation civile. De plus, pour établir ses perspectives pour l'exercice 2023, la direction suppose qu'il n'y aura pas d'autres perturbations de l'économie mondiale, du trafic aérien, des activités de CAE et de sa capacité à fournir des produits et des services. Les attentes sont également assujetties à nombre de risques et d'incertitudes et sont fondées sur des hypothèses concernant la réceptivité des clients aux solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, ainsi que les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2022 de CAE. Veuillez consulter les sections intitulées « *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* », « *Hypothèses importantes* » et « *Risques importants* », plus loin.

Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)

Au cours du trimestre, CAE a publié son rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale d'entreprise (RSE) pour l'exercice 2022, une source unique d'information dans des domaines clés démontrant comment ses solutions et ses activités génèrent des retombées dans les trois dimensions centrales du développement durable, soit sur les plans environnemental, social et de gouvernance (ESG). Ce rapport illustre également comment la stratégie ESG de CAE est ancrée dans son objectif principal : la sécurité. Le rapport souligne la gouvernance accrue de CAE en matière de développement durable ainsi que la matrice de matérialité ESG actualisée qui donne à CAE l'assurance qu'elle investit dans les initiatives RSE qui comptent le plus. CAE continue de faire rapport conformément à la Global Reporting Initiative (GRI), au Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC) et au Sustainability Accounting Standards Board (SASB).

Soulignant son engagement envers le leadership ESG, CAE a créé un nouveau poste de cheffe de la direction du développement durable et vice-présidente principale, Engagement des parties prenantes, et renforcé son programme de diversité, d'équité et d'inclusion (DE-I) en créant un autre nouveau poste de direction, celui de cheffe de la direction de la DE-I.

En juillet 2022, à l'occasion du Salon international de l'aéronautique de Farnborough, CAE a fait des annonces importantes qui appuient ses efforts pour réduire son empreinte carbone, renforcent son engagement en tant que première entreprise aéronautique canadienne carboneutre et contribuent au développement durable de son secteur. CAE fera progresser les technologies vertes dans le domaine de l'aviation avec le développement d'une trousse de conversion électrique pour l'avion Piper Archer. Elle prévoit convertir les deux tiers de la flotte d'avions d'entraînement Piper de ses écoles de pilotage dans le monde tout en mettant au point la formation des pilotes de l'avenir à l'exploitation des avions électriques. En outre, CAE s'est associée à de nombreux acteurs clés du domaine de la mobilité aérienne avancée en jouant un rôle de premier plan dans le développement de ce secteur du transport aérien entièrement électrique et a été récemment retenue par Vertical Aerospace pour être son partenaire de formation des pilotes pour le lancement de son aéronef eVTOL.

Pour en savoir plus sur la feuille de route et les réalisations de CAE en matière de développement durable, consultez le rapport, au www.cae.com/fr/responsabilite-sociale/.

Information détaillée

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE qui sont disponibles sur notre site Web à www.cae.com/fr/investisseurs pour obtenir un exposé plus complet de nos résultats sectoriels.

Les états financiers consolidés intermédiaires et le rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 30 juin 2022 ont été déposés auprès des commissions canadiennes de valeurs mobilières sur SEDAR (www.sedar.com) et sont disponibles sur notre site Web (www.cae.com). Ces documents ont également été déposés auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et sont disponibles sur son site Web (www.sec.gov). Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

Conférence téléphonique sur les résultats du T1 de l'exercice 2023

Marc Parent, président et chef de la direction de CAE; Sonya Branco, vice-présidente exécutive, Finances, et chef de la direction financière; et Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats aujourd'hui à 13 h 30 (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-877-586-3392 ou le +1-416-981-9024. Une diffusion audio en direct sera accessible au public sur le site Web de CAE à www.cae.com.

À CAE, nous fournissons aux gens qui occupent des rôles critiques le savoir-faire et les solutions nécessaires pour rendre le monde plus sécuritaire. En tant qu'entreprise technologique, nous tirons parti des technologies

numériques pour recréer le monde réel en déployant des solutions de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique. Mais avant tout, nous permettons aux pilotes, aux membres d'équipage, aux forces de défense et de sécurité, et aux professionnels de la santé de donner quotidiennement le meilleur d'eux-mêmes lorsque les enjeux sont les plus élevés. Dans le monde entier, nous sommes présents partout où les clients ont besoin de nous, avec plus de 13 000 employés répartis dans plus de 200 emplacements et centres de formation dans plus de 40 pays. CAE s'appuie sur 75 ans d'innovations dans la conception de simulateurs de vol et de missions de la plus haute fidélité possible, de mannequins chirurgicaux et de programmes de formation personnalisés et assistés par l'intelligence artificielle. Nous investissons temps et ressources dans la création de la prochaine génération de solutions de formation et d'opérations critiques immersives et numériques de pointe tout en ayant un impact positif sur l'environnement, la société et la bonne gouvernance (ESG) qui s'inscrit au cœur de notre mission. Aujourd'hui comme demain, nous nous assurerons que nos clients sont prêts lors des moments qui comptent le plus.

Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent communiqué de presse contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique en général, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, les marchés potentiels estimés, les énoncés relatifs à nos acquisitions de la division Formation militaire de L3Harris Technologies (L3H MT) et de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes (AirCentre), l'accès de CAE aux ressources en capital, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les attentes concernant les économies de coûts et les synergies prévues, la solidité, la complémentarité et la compatibilité des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre avec nos activités et nos équipes existantes, les autres avantages prévus des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre et leur incidence sur notre croissance future, nos résultats d'exploitation, notre rendement, nos activités, nos projets et nos occasions, nos perspectives commerciales, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, et notre position de chef de file dans nos marchés, ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques.

Les énoncés prospectifs contiennent normalement des termes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *vouloir*, *devoir*, *stratégie*, *futur* et des formulations analogues. Toutes ces déclarations prospectives sont faites conformément aux « dispositions refuges » prévues dans les lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières et dans la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*.

De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent que nous formulions des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents à nos activités qui pourraient faire en sorte que les résultats réels au cours de périodes futures diffèrent considérablement des résultats indiqués dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts. Les déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 10 août 2022 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les informations et déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué sont expressément visées par la présente mise en garde. De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date du présent rapport. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas se fier indûment à ces énoncés. Sauf indication contraire de CAE, ces déclarations ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 10 août 2022. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué visent à aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers prévus pour l'exercice 2023 et à obtenir une meilleure compréhension de notre environnement opérationnel prévu. Les lecteurs sont avisés que ces renseignements peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

Hypothèses importantes

Les énoncés prospectifs dans le présent communiqué de presse sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : les répercussions négatives prévues de la pandémie de COVID-19 sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et/ou notre situation financière, y compris l'effet escompté des mesures d'atténuation mises en œuvre à la suite de la pandémie de COVID-19 et le moment et le degré d'assouplissement des restrictions de déplacement à l'échelle mondiale liées à la COVID-19, la conjoncture de marché, la réceptivité des clients envers les solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des récentes initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la capacité de répondre aux pressions inflationnistes prévues et la capacité de compenser les hausses des coûts au moyen de hausses des prix, l'incidence réelle des perturbations logistiques de la chaîne d'approvisionnement mondiale sur l'offre, les niveaux de production et les coûts, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur nos facilités de crédit renouvelables, du solde disponible dans le cadre de notre facilité d'achat de créances, de nos flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et de l'accès continu au financement par emprunt de façon suffisante pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux ressources en capital attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, notre capacité à réaliser des synergies et à maintenir notre position sur le marché à la suite de l'exécution fructueuse des plans d'intégration liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, notre capacité à achever par ailleurs l'intégration des activités de L3H MT et d'AirCentre acquises dans les délais prévus et selon les coûts prévus, notre capacité à attirer et à retenir des employés clés en lien avec les acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, les estimations et attentes de la direction par rapport à la conjoncture économique et commerciale future et autres facteurs liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre et aux effets connexes sur la croissance et l'accroissement de divers paramètres financiers, la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre dans les délais prévus, les conditions économiques, politiques et du secteur prévues, l'exactitude et l'exhaustivité des informations, y compris l'information financière, communiquées au grand public et autres par L3Harris Technologies et AirCentre, et l'absence de coûts ou de passifs non déclarés importants liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre. Pour de plus amples renseignements, y compris à l'égard des autres hypothèses sous-jacentes aux énoncés prospectifs formulés dans le présent communiqué, veuillez vous reporter à la rubrique pertinente du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2022. Compte tenu de l'incidence de l'évolution des circonstances entourant la pandémie de COVID-19 et des mesures connexes prises par CAE, les gouvernements, les autorités de réglementation, les entreprises et les clients, les hypothèses de CAE font intrinsèquement l'objet de plus d'incertitude. Le transport aérien est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la reprise dans son principal marché de l'aviation civile. Par conséquent, les hypothèses énoncées dans le présent rapport et, par ricochet, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses, pourraient se révéler inexacts.

Risques importants

Les facteurs de risque importants qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés dans nos énoncés prospectifs sont mentionnés dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2022 déposé par CAE auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (disponible au www.sedar.com) et auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (disponible au www.sec.gov). Le rapport de gestion de l'exercice 2022 est également disponible au www.cae.com. L'un ou plusieurs des facteurs décrits dans le rapport de gestion de CAE pourraient être exacerbés par la pandémie de COVID-19 en progression et avoir des conséquences sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de CAE qui soient beaucoup plus graves que s'il n'y avait pas eu de pandémie. Ainsi, les lecteurs sont informés que les risques divulgués pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent communiqué comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information supplémentaire utile, mais n'ont pas de signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures hors PCGR aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres sociétés. La direction croit que la présentation de certaines mesures hors PCGR fournit aux lecteurs une meilleure compréhension de nos résultats et des tendances tout en leur fournissant des renseignements additionnels sur nos résultats financiers et opérationnels.

⁽¹⁾ Le résultat par action ajusté est une mesure financière hors PCGR qui est obtenue en éliminant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, et les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements spécifiques, après impôt, ainsi que les éléments fiscaux non récurrents importants du résultat dilué par action des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond à ces coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition ainsi qu'à ces pertes de valeur et à ces autres profits et pertes, après impôt, de même qu'aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen pondéré dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

⁽²⁾ Le résultat par action ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, exclut en outre l'incidence des apports gouvernementaux liés aux programmes d'aide COVID-19 qui ont été portés au crédit du résultat, après impôt, mais n'est pas ajusté pour tenir compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et dont nous tenons compte dans nos résultats.

⁽³⁾ Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est un total des mesures sectorielles qui correspond à la somme des indicateurs clés utilisés pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, abstraction faite des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que des pertes de valeur et des autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques importantes ou d'événements spécifiques. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est également la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle.

⁽⁴⁾ Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, exclut en outre l'incidence des apports gouvernementaux liés aux programmes d'aide COVID-19 qui ont été portés au crédit du résultat net, mais n'est pas ajusté pour tenir compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et dont nous tenons compte dans nos résultats. Bien que la direction sache que cette mesure puisse faire l'objet d'ajustements supplémentaires, elle n'emploierait pas expressément une telle mesure pour évaluer la rentabilité afin de prendre des décisions concernant l'affectation des ressources aux secteurs ni pour évaluer la performance sectorielle.

⁽⁵⁾ Prises de commandes et carnet de commandes

Les prises de commandes sont une mesure financière supplémentaire qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues.

- Pour le secteur Aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Le carnet de commandes total est une mesure financière hors PCGR qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options.

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Le carnet de commandes tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ). Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

⁽⁶⁾ Le résultat net ajusté est une mesure financière hors PCGR que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, et exclut les coûts de restructuration, les coûts d'intégration, les coûts d'acquisition et les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques importantes ou d'événements spécifiques, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il dresse un meilleur portrait de notre performance opérationnelle et qu'il nous permet de comparer plus facilement nos résultats entre les périodes.

⁽⁷⁾ Le résultat net ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, exclut en outre l'incidence des apports gouvernementaux liés aux programmes d'aide COVID-19 qui ont été portés au crédit du résultat net, après impôt, mais n'est pas ajusté pour tenir compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et dont nous tenons compte dans nos résultats.

⁽⁸⁾ Un simulateur de vol (FFS) est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute-fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

⁽⁹⁾ Le taux d'utilisation est l'une des mesures financières supplémentaires que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

⁽¹⁰⁾ Le NES est une mesure financière supplémentaire qui nous indique le nombre moyen total de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période.

⁽¹¹⁾ Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations financières courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les variations des actifs de gestion des ressources d'entreprise et des autres actifs sans lien avec la croissance, ainsi que les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

⁽¹²⁾ Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

⁽¹³⁾ La dette nette est une mesure de gestion du capital qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme totale, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

⁽¹⁴⁾ Le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté sont des ratios hors PCGR qui correspondent à la dette nette divisée par le BAIIA des douze derniers mois. Le BAIIA s'entend du bénéfice avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. En outre, le BAIIA ajusté exclut les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de même que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques importantes ou d'événements spécifiques.

⁽¹⁵⁾ Le rendement du capital utilisé (RCU) est un ratio hors PCGR qui sert à évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, exclusion faite des charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	Aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2021	
Résultat opérationnel	75,4 \$	59,0 \$	(30,3) \$	22,6 \$	(5,7) \$	4,6 \$	39,4 \$	86,2 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	11,2	10,7	9,1	1,1	1,2	0,4	21,5	12,2
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	86,6 \$	69,7 \$	(21,2) \$	23,7 \$	(4,5) \$	5,0 \$	60,9 \$	98,4 \$
Programmes d'aide gouvernementale COVID-19	—	5,2	—	8,0	—	0,4	—	13,6
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	86,6 \$	64,5 \$	(21,2) \$	15,7 \$	(4,5) \$	4,6 \$	60,9 \$	84,8 \$

Rapprochement du résultat net ajusté et du résultat par action ajusté

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2022	2021
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1,7 \$	46,4 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	15,9	9,2
Résultat net ajusté	17,6 \$	55,6 \$
Programmes d'aide gouvernementale COVID-19, après impôt	—	10,0
Résultat net ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	17,6 \$	45,6 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,2	295,8
RPA ajusté	0,06 \$	0,19 \$
RPA ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	0,06 \$	0,15 \$

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

<i>(montants en millions)</i>	T1-2023	T1-2022
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	67,7 \$	135,1 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(230,3)	(264,2)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(162,6) \$	(129,1) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance	(16,9)	(10,9)
Variation des actifs de gestion des ressources d'entreprise et des autres actifs	(14,4)	(8,9)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	4,0	1,8
Produit net tiré des (paiements nets versés aux) participations mises en équivalence	1,1	(0,5)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	6,4	—
Flux de trésorerie disponibles	(182,4) \$	(147,6) \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Rapprochement du capital utilisé et de la dette nette

<i>(montants en millions)</i>	Au 30 juin 2022	Au 31 mars 2021
Utilisation du capital :		
Actifs courants	2 169,1 \$	2 148,6 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(206,0)	(346,1)
Passifs courants	(2 051,0)	(2 091,2)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	228,8	241,8
Éléments du fonds de roulement hors trésorerie	140,9 \$	(46,9) \$
Immobilisations corporelles	2 170,8	2 129,3
Immobilisations incorporelles	3 872,5	3 796,3
Autres actifs non courants	1 543,6	1 504,6
Autres passifs non courants	(547,8)	(596,6)
Total du capital utilisé	7 180,0 \$	6 786,7 \$
Provenance du capital :		
Partie courante de la dette à long terme	228,8	241,8
Dette à long terme	3 003,1	2 804,4
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(206,0)	(346,1)
Dette nette	3 025,9 \$	2 700,1 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 079,4	4 009,7
Participations ne donnant pas le contrôle	74,7	76,9
Provenance du capital	7 180,0 \$	6 786,7 \$

Pour d'autres mesures hors PCGR et d'autres mesures financières surveillées par CAE, et pour un rapprochement de telles mesures et des mesures définies par les PCGR les plus directement comparables, veuillez vous reporter à la rubrique 5 du rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 30 juin 2022 déposé auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com) et sur celui de SEDAR (www.sedar.com).

État consolidé du résultat net

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les	
	2022	30 juin 2021
Produits des activités ordinaires	933,3 \$	752,7 \$
Coût des ventes	700,4	538,9
Marge brute	232,9 \$	213,8 \$
Frais de recherche et de développement	40,7	23,5
Frais de vente, généraux et d'administration	145,1	105,9
Autres (profits) et pertes	(2,4)	(5,7)
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(11,4)	(8,3)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	21,5	12,2
Résultat opérationnel	39,4 \$	86,2 \$
Charges financières – montant net	36,2	28,6
Résultat avant impôt sur le résultat	3,2 \$	57,6 \$
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	(0,5)	10,3
Résultat net	3,7 \$	47,3 \$
Attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1,7 \$	46,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,0	0,9
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		
De base et dilué	0,01 \$	0,16 \$

État consolidé du résultat global

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les	
	2022	30 juin 2021
Résultat net	3,7 \$	47,3 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net		
Écarts de conversion liés aux établissements à l'étranger	56,3 \$	(37,6) \$
(Perte) gain sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger – montant net	(43,6)	14,4
Reclassement au résultat net d'écarts de conversion	(0,2)	(2,2)
Gain (perte) sur les couvertures du flux de trésorerie – montant net	8,3	(13,8)
Reclassement au résultat net du gain sur les couvertures de flux de trésorerie	(15,9)	(3,7)
Impôt sur le résultat	3,5	6,1
	8,4 \$	(36,8) \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net		
Réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	62,1 \$	3,6 \$
Impôt sur le résultat	(16,5)	(0,9)
	45,6 \$	2,7 \$
Autres éléments du résultat global	54,0 \$	(34,1) \$
Total du résultat global	57,7 \$	13,2 \$
Attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	54,9 \$	12,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,8	0,4

État consolidé de la situation financière

<i>(Non audité)</i>	30 juin	31 mars
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	2022	2022
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	206,0 \$	346,1 \$
Créances clients	658,1	556,9
Actifs sur contrat	612,0	608,3
Stocks	550,4	519,8
Acomptes	71,3	56,7
Impôt sur le résultat à recouvrer	42,8	33,2
Actifs financiers dérivés	28,5	27,6
Total de l'actif courant	2 169,1 \$	2 148,6 \$
Immobilisations corporelles	2 170,8	2 129,3
Actifs au titre des droits d'utilisation	363,9	373,0
Immobilisations incorporelles	3 872,5	3 796,3
Investissement dans les participations mises en équivalence	463,9	454,0
Actifs au titre des avantages du personnel	29,9	—
Actifs d'impôt différé	111,2	117,4
Actifs financiers dérivés	15,6	10,5
Autres actifs non courants	559,1	549,7
Total de l'actif	9 756,0 \$	9 578,8 \$
Passif et capitaux propres		
Dettes fournisseurs et charges à payer	895,0 \$	975,1 \$
Provisions	31,8	36,7
Impôt sur le résultat à payer	27,8	22,7
Passifs sur contrat	833,8	788,3
Partie courante de la dette à long terme	228,8	241,8
Passifs financiers dérivés	33,8	26,6
Total du passif courant	2 051,0 \$	2 091,2 \$
Provisions	20,7	20,6
Dette à long terme	3 003,1	2 804,4
Obligations au titre des redevances	121,1	126,0
Obligations au titre des avantages du personnel	81,7	109,7
Passifs d'impôt différé	96,1	93,7
Passifs financiers dérivés	1,4	1,0
Autres passifs non courants	226,8	245,6
Total du passif	5 601,9 \$	5 492,2 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	2 237,9 \$	2 224,7 \$
Surplus d'apport	40,2	38,6
Cumul des autres éléments du résultat global	(23,6)	(31,2)
Résultats non distribués	1 824,9	1 777,6
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 079,4 \$	4 009,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	74,7	76,9
Total des capitaux propres	4 154,1 \$	4 086,6 \$
Total du passif et des capitaux propres	9 756,0 \$	9 578,8 \$

État consolidé des variations des capitaux propres

(Non audité)

Trimestre clos le 30 juin 2022 (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Actions ordinaires Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total		
Soldes au 31 mars 2022	317 024 123	2 224,7 \$	38,6 \$	(31,2) \$	1 777,6 \$	4 009,7 \$	76,9 \$	4 086,6 \$
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	1,7 \$	1,7 \$	2,0 \$	3,7 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	7,6	45,6	53,2	0,8	54,0
Total du résultat global	—	— \$	— \$	7,6 \$	47,3 \$	54,9 \$	2,8 \$	57,7 \$
Exercice d'options sur actions	645 277	13,2	(1,7)	—	—	11,5	—	11,5
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	—	3,3	—	—	3,3	—	3,3
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(5,0)	(5,0)
Soldes au 30 juin 2022	317 669 400	2 237,9 \$	40,2 \$	(23,6) \$	1 824,9 \$	4 079,4 \$	74,7 \$	4 154,1 \$

Trimestre clos le 30 juin 2021 (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Actions ordinaires Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total		
Soldes au 31 mars 2021	293 355 463	1 516,2 \$	22,5 \$	58,1 \$	1 543,7 \$	3 140,5 \$	72,3 \$	3 212,8 \$
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	46,4 \$	46,4 \$	0,9 \$	47,3 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(36,3)	2,7	(33,6)	(0,5)	(34,1)
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(36,3) \$	49,1 \$	12,8 \$	0,4 \$	13,2 \$
Exercice d'options sur actions	933 943	23,3	(3,1)	—	—	20,2	—	20,2
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	—	4,6	—	—	4,6	—	4,6
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(2,4)	(2,4)
Solde au 30 juin 2021	294 289 406	1 539,5 \$	24,0 \$	21,8 \$	1 592,8 \$	3 178,1 \$	70,3 \$	3 248,4 \$

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens)

	2022	2021
Activités opérationnelles		
Résultat net	3,7 \$	47,3 \$
Ajustements pour :		
Dotation aux amortissements	82,6	71,1
Dépréciation d'actifs non financiers	3,2	2,3
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(11,4)	(8,3)
Impôt sur le résultat différé	(8,5)	(1,3)
Crédits d'impôt à l'investissement	(0,9)	(9,5)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	(4,8)	(8,7)
Régimes de retraite à prestations définies	4,3	6,8
Autres passifs non courants	(5,3)	(2,3)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	(6,0)	20,3
Autres	10,8	17,4
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(230,3)	(264,2)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(162,6) \$	(129,1) \$
Activités d'investissement		
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise	— \$	(16,0) \$
Ajouts d'immobilisations corporelles	(73,9)	(73,9)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	4,0	1,8
Ajouts d'immobilisations incorporelles	(25,4)	(19,3)
Produit net reçu des (paiements nets versés aux) participations mises en équivalence	1,1	(0,5)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	6,4	—
Autres	(5,0)	(2,4)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(92,8) \$	(110,3) \$
Activités de financement		
Produit net des emprunts aux termes des facilités de crédit renouvelables	133,3 \$	— \$
Produit tiré de la dette à long terme	8,9	6,7
Remboursement sur la dette à long terme	(23,6)	(7,9)
Remboursement sur les obligations locatives	(12,3)	(12,6)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	11,5	20,2
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	117,8 \$	6,4 \$
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(2,5) \$	(2,6) \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(140,1) \$	(235,6) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	346,1	926,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	206,0 \$	690,5 \$

Personnes-ressources

Relations avec les investisseurs :

Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, 1-514-734-5760, andrew.arnovitz@cae.com

Médias :

Samantha Golinski, vice-présidente, Affaires publiques et Communications mondiales 1-514-341-2000, poste 7939, samantha.golinski@cae.com

